

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 Tarbes

Tarbes, le 22/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

Lieu dit "Jouanlanne"
40270 Cazères-sur-l'Adour

Références : 2023_1069_DP
Code AIOT : 0006809247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germé. L'inspection a été annoncée le 07/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germé
- Code AIOT : 0006809247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 Gestion des eaux (arrêté sécheresse, recyclage, rejets dans le milieu naturel, prélèvements, analyses,...) ;
- Accueil et tri des déchets non dangereux inertes ;
- Action régionale 2023 Aire de ravitaillement et d'entretien ;
- Plan d'exploitation, aire de transit ;
- Retombées poussières ;
- Suites de la dernière inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Prévention des pollutions – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	PC1 Gestion des eaux	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	PC3 Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Programme de surveillance – envoi annuel à l'inspection	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Sans objet
7	PC2 Aire de transit	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence de justification du bon fonctionnement du débourbeur/déshuileur (pas d'analyse en sortie);
- l'absence de justification de la qualité des eaux pluviales rejetées dans le milieu extérieur;
- l'absence de contrôle au niveau de l'accès de la zone exploitée;
- l'absence de tri et d'évacuation des déchets constitués majoritairement de ferrailles, issues d'anciennes installations démantelées ;
- l'absence de capacité de rétention pour le stockage de bidons contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols;
- l'absence d'action corrective pour des fuites d'eau sur 2 pompes du clarificateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone actuellement en exploitation est excentrée du périmètre de la carrière qui abrite les installations et les locaux vie. Par cette configuration, cette zone ne bénéficie pas du contrôle des accès au niveau de la bascule.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'accès à la zone exploitée ne faisait l'objet</p>

d'aucun contrôle en période d'activité. Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre un contrôle des accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des pollutions – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions – dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté divers stockages d'anciennes installations composés majoritairement de ferrailles, bandes transporteuses,... Il peut être admis le stockage d'éléments au titre des pièces de rechanges. Pour le reste, ces déchets doivent être évacués dans des filières adaptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : 18.1. Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, dans des bidons non associés à des capacités de rétention. Il appartient à l'exploitant de stocker ces bidons sur des capacités de rétention dans le respect de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
Prescription contrôlée : 18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) : I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes. L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.
Constats : L'aire de ravitaillement et d'entretien de la carrière dispose d'un débourbeur/déshuileur. L'exploitant ne dispose pas d'analyse de la qualité des eaux en sortie de ce dispositif, les mesures sont réalisées en aval ce qui implique un phénomène de dilution. Afin de démontrer son efficacité et éviter toute contamination éventuelle des eaux dans les bassins de décantation ou les dispositifs de recyclage des eaux du process, une analyse à minima an-

nuelle (préalablement à la maintenance) est requise. Les résultats devront respecter les dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Programme de surveillance – envoi annuel à l’inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance – envoi annuel à l’inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un bilan de sa mesure à minima annuelle des retombées poussières conformément aux dispositions de l'article 33.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2013. Cette fréquence est assimilable à une prescription inadaptée, la prescription contrôlée prévoit une fréquence de mesures au minimum trimestrielle. Cette prescription inadaptée fera l'objet d'une régularisation administrative. Dans cette attente, il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre sans délai une fréquence de mesures des retombées poussières au minimum trimestrielle.</p> <p>Par ailleurs, l’inspection des installations classées propose de privilégier les jauges OWENS pour les mesures de retombées poussières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC1 Gestion des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article Article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2023-07-28-00006 du 28 juillet 2023 fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse. Suivant le niveau de gestion sécheresse vigilance ou alerte, respectivement remise en état sous 48h00 ou 24h00 des désordres sur les réseaux d'alimentation, de stockage de l'eau et de mesure des volumes et débits</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de sa visite, l'inspection des installations classées a constaté des fuites importantes sur 2 pompes du clarificateur, en période de niveau de gestion sécheresse.</p> <p>Suivant le niveau de gestion, l'exploitant est tenu sous 24 à 48h00 de remettre en état les désordres sur les réseaux d'alimentation du process pour le cas présent.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier les mesures correctives de ce manquement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PC2 Aire de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les activités exercées sur ce site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2517-1 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, superficie supérieure à 30 000m ² . Autorisation surface 70 000m ²
Constats : La rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées a été modifiée par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018. Relève maintenant du seuil déclaratif la superficie des stations de transit comprise entre 5 000m ² et 10 000m ² , et du seuil enregistrement les emprises à partir de 10 000m ² . Cette modification réglementaire est sans effet sur l'autorisation en vigueur pour une superficie de 70 000m ² . Cependant, l'exploitant n'a pas été mesure de justifier du respect de cette superficie. Pour ce faire, il peut utilement faire reporter ces aires par un géomètre sur le plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC3 Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article Article 33.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : De manière générale, les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées et/ou non compactées, qui sont susceptibles de ruisseler hors du site ou dans les lacs, sont drainées par des fossés et acheminés vers des dispositifs de décantation (noues, bassins,...) permettant de respecter les critères de qualité avant rejets tels que définis ci-dessous. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol ou rejetées dans les lacs
Constats : La carrière dispose d'un réseau de fossés de colature associés à de petits bassins pour récupérer les eaux pluviales. Il appartient à l'exploitant de justifier l'absence de pollution de ces eaux. Pour ce faire, soit l'exploitant justifie du cheminement gravitaire de ces fossés vers un bassin constituant leur exutoire ou vers un point de rejet dans le milieu extérieur, en ce cas il doit justifier d'une analyse des eaux conforme aux dispositions de l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, soit en l'absence de cheminement gravitaire, d'analyses conformes à l'article supra, en tous points d'infiltration lesquels sont assimilables à un rejet dans le milieu naturel. Un mixte de ces deux possibilités peut être admis dans la mesure où tout rejet dans le milieu naturel fait l'objet d'un contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

